

TEXT ABOVE IMAGE

Bernard

Jugement de légitimation

Voilà la signification à nous faite le Vingt-trois avril mil neuf cent-trente, nous avons immédiatement transmis le jugement ci-dessus. Le Tribunal Civil de première instance des Alpes-Maritimes, siégeant au Palais de Justice Place du Palais, dans son audience ordinaire en date du deux avril mil neuf cent-trente, a rendu le jugement dont la teneur suit les requêtes ordonnance ci-après. - Requête. - A Monsieur le Président et nous à juger comparant la chambre du Tribunal Civil départemental des Alpes-Maritimes siégeant à Nice, Majours, 1° Madame Bosello Marie Madeleine épouse de Maurice Caranta profession de serrurier maçon. 2° Ledit Maurice domicilié à Caranta Dominge maçon et de agissant tant en son nom personnel que pour la validité de la procédure à l'égard de son épouse sus-nommée avec laquelle il demeure au Cornet quartier de l'Éclat ayant Maître Louis Tibimachio pour avoué. Ont l'honneur de vous exposer: Que suivant acte de profession daté le cinq décembre mil neuf cents, domicilié à Vingt-neuf par M^r le Maire de Grasse Drouot les exposants ont contracté mariage. Que ce mariage mil neuf cent-trente, courra mil ans de fait heures de notoriété publique sur la déclaration de à Grasse et de laquelle est issu un enfant Bernard Caranta, né à Cannes le trente mars mil neuf cent-vingt-neuf, que cet enfant a toujours été considéré par les familles respectives des époux Caranta Bosello, et qui, lecture faite, a signé avec nous dans la société comme l'enfant commun des dits époux Caranta, qui ont pourvu à tous les besoins de cet enfant. Que cet enfant a donc bien la possession d'enfant commun depuis la naissance même et que les exposants ont négligé de faire légitimer leur enfant au moment de la célébration de leur mariage. Qu'ils sont donc en droit de demander dans l'intérêt de l'enfant tant moral que pécuniaire la légitimation conformément aux dispositions de l'article trois cent trente et un du Code civil. C'est pourquoi les exposants sollicitent qu'il vous plaise après communication à M^r le Procureur de la République, et sur le rapport de tel et de Messieurs les juges commis à cet effet dire et juger que mil neuf cent-trente, Bernard Caranta né à Cannes le trente mars mil neuf cent, est bien le fils de M^r Caranta Dominge et de Marie Madeleine Bosello son épouse. Que une mention du dispositif du jugement à intervenir sera faite partout au besoin sera. Sous toutes réserves et a sera du social justice. Signé: Tibimachio. Vu le procureur de la République. Signé: ne à Bonifacio. Ordonnance: Soit la présente requête communiquée à M^r le Procureur de la République pour sur les conclusions et le rapport de M^r Cardaillac, Juge que nous nous profession de commettre à cet effet, être statué ce. domicile que de droit. Fait au Palais de Justice à Nice, le deux neuf mars mil neuf cent-trente. Le Président du Tribunal Signé: ne à Saugue. Jugement. Le Tribunal. Vu la requête qui précède les motifs y exposés et les pièces à l'appui. Vu les conclusions édictées de M^r le Procureur de la République. Sur l'acte de profession de mariage des époux Caranta Bosello domiciliés à Grasse par l'Officier de l'Etat Civil de la Drouot de Ville de Grasse le cinq septembre mil neuf cent-vingt-neuf mil neuf cent-trente, neuf. Vu l'acte de naissance naus de Bernard Caranta sur la déclaration de né à Cannes le trente mars mil neuf cent-vingt-neuf. Vu l'article trois cent trente et un du Code Civil. Après avoir entendu M^r de Cardaillac, Juge comme par son rapport, le Ministère public en ses conclusions orales et en écrit qui, lecture faite, a signé avec nous délibéré conformément à la loi a rendu le jugement suivant. Attendu qu'il résulte des documents versés aux débats que Bernard Caranta a eu depuis la célébration du mariage naus des époux Caranta Bosello la possession d'enfant commun. Par ces motifs. Dit et juge que Bernard Caranta né à Cannes le trente mars mil neuf cent-vingt-neuf est bien le fils de Caranta Dominge et de Marie

Le Madame Béatrice son épouse. Ordonne que mention du mil neuf cent-trente, du présent jugement sera faite partout, où ne en les cas et conformément à la loi. Ainsi fait et jugé et prononcé en audience publique, chambre du Tribunal Civil départemental des Alpes-M^{me} le deux avril mil neuf cent-trente par M^{me} Louis Saurge, Président Chevalier de la Légion d'Honneur, de Cardillac et Camignon, juges en présence de M^{re} Bonifacy substitué de M^{re} le Procureur de la République assisté de Maître Alexandre Bailet, Greffier, profession de et Monsieur le Président a signé dominici avec le Greffier, ainsi qu'il est de ses signatures. Le Président, signe Saurge. Le Greffier, signe Bailet. Lesdits à l'audience le vingt-trois avril mil neuf cent-trente à dix-sept heures par nous Antoine Bon, Chevalier de la Légion d'Honneur, adjoint, officier, profession de et Maître par délégation du domicile à maître de Carmel

~~mit neu-ent-fernte.~~

~~sur la dégradation de~~

~~qui, lecture faite, a signé avec Nous~~

negative

TEXT UNDER IMAGE